



Conférence du 28 novembre 2016 à Paris – Synthèse Exécutive

Jamais nous n'avons eu autant besoin d'Europe pour relever ensemble nos défis communs souligne Marcel Grignard, président de Confrontations Europe. Beaucoup sont tentés par le repli, nous devons donc nous mettre d'accord sur ce que nous voulons partager. Le Brexit est un choc symbolique important. Nick Butler, professeur à l'université King's College of London, estime que nous avons toujours des défis communs : la compétitivité, le chômage, l'insécurité et le changement climatique, dont aucun ne peut être résolu par un pays seul. Le Brexit pourrait encore plus déséquilibrer une Union européenne dans laquelle l'Allemagne ne peut ni ne veut être l'unique leader. Nous partageons aussi des valeurs communes : l'Etat de droit qui a garanti la paix et la prospérité pendant 60 ans, la croyance dans le contrat social, la liberté et l'internationalisme. Cependant les Britanniques ont considéré que le projet européen ne marche pas : il repose principalement sur des règles dans un monde de puissances (Etats-Unis, Russie et Chine). L'Europe a besoin de devenir une puissance mondiale oeuvrant pour la paix et la résolution des défis communs, tout en préservant ses propres intérêts. Philippe Herzog, président d'honneur de Confrontations Europe, suggère un statut ad hoc d'Etat associé pour le Royaume-Uni, au sein d'un troisième cercle de voisinage, le premier étant la zone euro, le deuxième l'Union européenne.

Que sommes-nous prêts à partager dans l'Union européenne ? Enjeux de sécurité, liberté, défense

La sécurité en Europe se dégrade rapidement, alors que nous sommes en proie à des crises majeures pour lesquelles nous n'avons pas de solution selon Nicole Gnesotto, présidente de l'institut des études avancées en défense nationale. A l'est, le président russe Poutine rejette l'ordre européen, avec des menaces militaires réelles. Au sud, l'arc allant de la Mauritanie à l'Afghanistan se détériore, avec des « Etats quasi-faillis ». Même si la menace terroriste en Europe vient d'Européens, cette menace stratégique nourrit les populismes. Des défis politiques affaiblissent plus encore l'Europe (le Brexit, l'élection de Trump, la montée de l'autoritarisme en Turquie). Que devrions-nous faire ? En dépit des discussions autour de l'Europe de la défense, les Européens craignent de précipiter le départ des Etats-Unis. L'Europe reste un cadre incontournable, notamment sur les questions de sécurité, car les nations sont trop petites. Le véritable défi pour l'Europe est le populisme, à la fois à l'extérieur (Russie, Chine, Turquie, Etats-Unis...) et à l'intérieur (Hongrie, Pologne et potentiellement tous les pays), selon Shada Islam, directrice Europe et Géopolitique de Friends of Europe. Les migrations ne cesseront pas, étant donnés les « Etats faillis » à proximité, et la construction de murs n'y changera rien. Nous avons besoin d'un plan d'action cohérent, car aider l'Afrique à se développer ne tarira pas les flux. Nos valeurs sont nos meilleurs outils contre l'intolérance et le populisme. Suite au Brexit, la Pologne, la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie se sentent investis d'un nouveau rôle en Europe, selon Martin Michelot, directeur de recherche pour EUROPEUM, pour défendre les relations transatlantiques, le marché unique et le libre-échange. Sur la question migratoire, ils défendent le principe de « solidarité effective » qui signifie en fait « solidarité flexible » : « nous prenons qui nous voulons ». Nous ne pourrions pas refonder l'Europe sans prendre en considération les pays d'Europe centrale, qui défendent un renforcement des parlements nationaux, de la subsidiarité et du Conseil européen. Il y a comme un paradoxe entre le désir de ralentir la construction européenne et le besoin d'Europe, notamment pour notre sécurité. Nous devrions développer une vision de long-terme de nos relations avec la Russie.

Que sommes-nous prêts à partager dans l'Union européenne ? Enjeux économiques et sociaux

Le Brexit n'est pas une bonne nouvelle pour le marché intérieur, rappelle Denis Simonneau, directeur des relations européennes et internationales chez Engie, parce que les incertitudes empêchent les acteurs d'investir et font peser le risque d'une distance progressive entre les marchés en termes de régulation. La contribution nette du Royaume-Uni au budget de l'Union représente 8 à 10 milliards d'euros par an, comme le souligne Hervé Jouanjean, vice-président de Confrontations Europe : où

[Tapez ici]

allons-nous trouver ces sommes ? Le Royaume-Uni deviendra-t-il un « free rider » pénalisant les entreprises du continent ? A contrario, le Brexit pourrait accélérer la conclusion de certains dossiers : l'harmonisation fiscale, l'inflexion des politiques de concurrence,... Le Royaume-Uni a traditionnellement bloqué les avancées sociales, mais le Brexit ne se traduira pas automatiquement par des progrès substantiels sur ce terrain.

Que sommes-nous prêts à partager au sein de la zone euro ?

Le Brexit pourrait être l'occasion pour la zone euro d'avancer selon Carole Ulmer, directrice des études à Confrontations Europe. Les positions nationales divergent sur les moyens de consolider la zone euro dans une stratégie d'investissement pour un développement soutenable. Des problèmes structurels demeurent selon Vincent Aussilloux, directeur économie et finance de France stratégie. Le non-respect des engagements par les Etats accentue la division Nord-Sud, surtout en matière d'accumulation des dettes. Le cadre actuel ne peut résoudre les déséquilibres. La première option est allemande : responsabilité totale au niveau national et discipline par les marchés, mais une telle hypothèse appliquée à l'Italie aboutirait à une crise souveraine. La seconde option est d'exiger un renforcement de la solidarité, accompagnée d'un contrôle ex ante des budgets nationaux par les Etats membres, mais ce ne serait pas praticable sans convergence des modèles de croissance économique. Il faudrait développer la solidarité et la coordination des politiques fiscales. Mais le véritable risque tient dans la dislocation de l'Europe à cause des divergences des balances de paiement entre pays européens. Aux yeux de Philippe Herzog, cela provient de la polarisation industrielle sur le cœur de l'Europe et d'une désindustrialisation massive dans les périphéries. Les politiques publiques d'investissement devraient être accompagnées de réformes structurelles afin de créer une dynamique avec nos partenaires européens.

Comment reconstruire la démocratie en Europe ?

L'Europe est confrontée à un risque de désintégration et de défiance quant à l'orientation du projet européen et la manière dont il est élaboré, comme l'indique Anne Macey, déléguée générale de Confrontations Europe. La démocratie est typiquement associée à l'Etat-nation, alors même que les pratiques nationales sont diverses : l'Europe n'a-t-elle pas ce potentiel d'être un formidable laboratoire de démocratie ? Afin de reprendre le contrôle de notre destin, nous avons besoin d'Europe. La démocratie européenne n'existe pas s'il n'y a pas de solidarité. Elle est en cours de dislocation selon Virgilio Dastoli, président du mouvement européen italien, comme le démontrent les violations des principes démocratiques. Ainsi, les traités stipulent que le Conseil européen n'exerce pas de fonction législative, que les Etats-membres « coopèrent » en toute loyauté et que les partis politiques européens élèvent la conscience européenne des citoyens ! Ce sont les partis anti-européens qui ont créé un débat public en Europe. Quatre piliers sont nécessaires à la démocratie : la représentation, la participation, la proximité et le dialogue social. Pierre Calame, fondateur de la fondation Charles Leopold Mayer, défend l'idée que nous pourrions construire un projet partagé par les citoyens à travers un processus délibératif. Les régions pourraient mettre en place des « panels de citoyens tirés au sort », appuyés sur une base d'information robuste, incluant des pro-européens et des anti-européens. Les jumelages de régions pourraient aider à créer les échanges entre Européens, préparant le terrain pour une deuxième étape de délibération qui réunirait ces panels de citoyens à Bruxelles. Nous avons besoin d'associations comme Confrontations Europe pour encourager de tels processus citoyens, appelle-t-il. L'idée n'est pas de remplacer les institutions, mais de s'assurer qu'elles répondent aux préoccupations des citoyens. A travers cette conférence, comme le souligne Marcel Grignard, Confrontations Europe vise à approfondir le diagnostic sur l'Europe face au Brexit dans le contexte des prochaines élections. Notre pays fait face à une responsabilité de trois ordres : mener des réformes structurelles, s'accorder sur l'Europe que nous voulons et construire le futur de l'Europe avec nos voisins.

Avec le soutien partiel de la Fondation de l'Institut Open Society en coopération avec OSIFE des Fondations Open Society, et le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international.